

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 18 MARS 1930

**Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1930.**

*(Voir les nos 4-X, 88, 97, 115, 121 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 19, 20, 21, 26, 27, 28 février et 5 mars 1930, et le n° 5-X du Sénat.)*

Présents : MM. HUBERT, président ; BROEKX, le baron CASIER, DEMOULIN, EYLENBOSCH, HENRICOT, JAUNIAUX, MOYERSOEN, RUTTEN, SIMONIS, SOLAU, VAN COILLIE et DEMETS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La consultation du projet de budget du Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, est rendue incommode par le fait que si le budget proprement dit est distribué aux membres du Sénat, il est indispensable de consulter, pour les développements et les notes justificatives, le document de la Chambre des Représentants, divisé en trois parties; il en résulte qu'un examen attentif de l'article 1<sup>er</sup>, par exemple, oblige à la consultation de la page 4 de la brochure du Sénat

(budget) et des pages 22 et 60 de la brochure de la Chambre (développements et notes justificatives). La réunion des deux dernières rubriques en une seule serait facile, et rendrait plus aisé l'examen du projet.

\*  
\* \*

Les dépenses prévues par le projet de budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale se comparent comme ci-dessous avec les budgets des deux années précédentes :

	Dépenses ordinaires	Dépenses exceptionnelles	Total
1930	Fr. 578,135,888	109,711,050	687,846,938
1929	» 513,211,526	85,274,800	598,486,326
1928	» 439,042,651	92,596,300	531,638,951

L'augmentation de dépenses qui était de 97 millions en 1928 et de 40 millions en 1929, est, cette année, de 89 millions 360.612 francs.

Les dépenses prévues pour le paiement du personnel sont en augmentation de

1,966,100 francs. Cette majoration est expliquée par les augmentations normales des traitements, la révision des barèmes, la création du service des allocations familiales, la subvention de 1/10 des traitements, prévue par les

arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1929, ainsi que par l'accroissement du nombre d'agents. Le personnel du Département, qui était au 31 décembre 1928 de 343 fonctionnaires et agents effectifs, et de 112 agents temporaires, s'est accru, dans le courant de l'année, de 55 unités dans le cadre effectif et a été diminué de 36 unités pour le personnel temporaire.

Une somme de 150,000 francs est prévue pour le déménagement des services des assurances sociales qui vont s'établir dans un immeuble acquis rue des Petits-Carmes. On ne peut que se féliciter de voir cette direction abandonner des locaux qui ne répondaient nullement à leur destination.

Une majoration de crédit de 44,000 fr. est prévue pour la *Revue du Travail* et *Arbeidsblad*, dont la publication coûtera 228,000 francs. De cette somme, 14,000 fr. sont consacrés à la rémunération des correspondants, 132,000 fr. à l'impression de l'édition française et 72,000 francs à l'édition flamande. Le nombre des abonnés aux deux publications est de 1,000 pour la *Revue du Travail* et de 100 pour l'*Arbeidsblad*. Notre Commission ayant pris connaissance de certaines inexactitudes relevées dans ces publications officielles, émet le vœu de voir les informations des correspondants du travail soumises à un contrôle sévère. Il importe, en effet, spécialement à la veille d'une crise qui paraît s'annoncer, que ne soient publiés, dans une brochure émanant du Ministère, que des renseignements objectifs, précis et exacts.

L'imminence d'une crise a retenu l'attention de la Chambre des Représentants, et spécialement de l'honorable M. Rubbens, rapporteur, qui a consulté, au sujet des mesures à prendre, la Direction générale de l'Industrie. Celle-ci réclame, pour la mettre à même de contrôler les éléments relatifs à la productivité du pays, des pouvoirs supplémentaires. Nous pensons que ces pouvoirs seraient considérés, à tort

ou à raison, comme de nouveaux moyens d'inquisition, et, partant, seraient fort mal accueillis. La Direction de l'Industrie peut obtenir les renseignements qui lui sont utiles du prestige dont elle doit jouir si ses investigations sont dictées uniquement par le souci de la prospérité des affaires du pays, envisagé avec objectivité et impartialité. Et l'on se demande si le moment ne serait pas venu d'instaurer un conseil économique, judicieusement composé, qui aurait à s'occuper des questions intéressant plusieurs départements, et suppléant, dans une certaine mesure, à l'absence, en Belgique, de Ministère du Commerce.

\* \* \*

Le chapitre des Pensions et Secours au personnel passe de 768,000 francs à 882,000 francs. Parmi les fonctionnaires en disponibilité, il s'en trouve qui ont été engagés par contrats de forme commerciale et auxquels le traitement plein continue à être payé, alors que depuis longtemps, ils ont cessé de remplir des fonctions quelconques. Il serait désirable de voir cette situation examinée à la lumière de la jurisprudence commerciale.

Les crédits consacrés au corps des mines appellent l'attention sur le pourcentage grandissant des victimes d'accidents de charbonnages. Pendant longtemps, la proportion des victimes de ces accidents fut de 12 pour 10,000, mais cette moyenne s'est sérieusement accrue, et la récente catastrophe de Marcinelle augmentera encore cette sinistre proportion. Déjà, en 1929, le nombre des accidents mortels dans nos charbonnages avait été de 13,5 pour 10,000, alors que la proportion restait en France, en Angleterre et en Hollande de 12 pour 10,000, contre, il est vrai, 20 en Allemagne et 40 aux États-Unis. La Commission compte sur la vigilance de M. le Ministre pour que des précautions de plus en plus minutieuses soient prises; ces mesures sont d'ailleurs

rendues indispensables par l'emploi d'une nombreuse main-d'œuvre étrangère pour qui la prudence n'est pas, comme chez les houilleurs belges, une qualité enseignée par une tradition ancestrale.

Au cours de la discussion, un membre de la Commission a émis le vœu de connaître le nombre d'accidents mortels par bassin houiller.

\* \* \*

Le chapitre IV concerne la Direction générale de l'Industrie. Les dépenses dépassent de 141,000 fr. celles prévues pour 1929. Il serait intéressant de connaître avec quelque précision l'activité des fonctionnaires de ce service dans le domaine des études industrielles. Au profit de qui se font ces études, dans quel sens, à l'initiative de qui, et où est obtenue la documentation ?

\* \* \*

Le chapitre V est consacré aux Poids et Mesures, service qui absorbera 206,500 francs de plus que pendant l'année écoulée, la plus grande partie de cette majoration étant absorbée par les augmentations régulières des quelque 50 agents occupés.

Au sujet de ce service, M. le Ministre, répondant à une question récente de notre honorable collègue, M. Asou, annonçait qu'il comptait réglementer prochainement le débit de l'essence pour automobiles par appareils distributeurs. Les automobilistes s'en réjouiront, comme d'ailleurs tous les commerçants honnêtes. Peut-être, cependant, peut-il être recommandé de ne pas recourir à une réglementation tracassière et ruineuse. Il suffirait d'interdire le débit par des pompes non munies de jaugeurs en verre, plombés par l'Administration après vérification de leur capacité.

\* \* \*

L'Enseignement industriel et professionnel absorbera cette année 76 mil-

lions 728,000 francs, représentant une augmentation de 3,602,100 francs. Il résulte des renseignements obtenus du Département que le nombre des institutions subsidiées se décompose comme suit :

#### I. ENSEIGNEMENT COMMERCIAL.

Ecoles libres : 20, délivrant 379 certificats.

Ecoles officielles : 2, délivrant 0 certificat.

#### II. ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

##### *Ecoles professionnelles.*

Ecoles libres : 100, délivrant 2,127 certificats.

Ecoles officielles : 18, délivrant 588 certificats.

##### *Cours professionnels.*

Libres : 65, délivrant 527 certificats.

Officiels : 124, délivrant 510 certificats.

##### *Ateliers d'apprentissage.*

Libres : 97, délivrant 535 certificats.

Officiels : 7, délivrant 84 certificats.

#### III. ENSEIGNEMENT MÉNAGER.

Ecoles libres : 187, délivrant 710 certificats.

Ecoles officielles : 58, délivrant 246 certificats.

##### *Dans l'enseignement supérieur :*

9 écoles commerciales libres délivrent 368 certificats ;

2 écoles industrielles libres délivrent 64 certificats ;

3 écoles industrielles officielles délivrent 79 certificats ;

8 écoles spéciales libres délivrent 109 certificats ;

2 écoles spéciales officielles délivrent 128 certificats ;

42 cours de commerce libres délivrent 2,878 certificats ;

8 cours de commerce officiels délivrent 515 certificats.

*Dans l'enseignement industriel :*

37 écoles industrielles moyennes et primaires libres délivrent 722 certificats ;

186 écoles industrielles moyennes et primaires officielles délivrent 2.852 certificats.

*Dans l'enseignement du dessin :*

54 écoles et cours de dessin libres délivrent 184 certificats.

34 écoles et cours de dessin officiels délivrent 367 certificats.

*Dans l'enseignement spécial professionnel :*

142 écoles libres délivrent 4.866 certificats.

38 écoles officielles délivrent 1.087 certificats.

L'honorable M. Carpentier, dans ses rapports présentés au nom de cette commission en 1928 et en 1929, regrettait vivement que le statut légal de l'enseignement technique industriel et commercial ne fût pas encore rédigé. Prévoyant les questions qui ne man-

queraient pas d'être posées cette année, le rapporteur demandait, dès le 7 janvier, des renseignements à ce sujet à M. le Ministre, mais celui-ci répondait :

« Le Conseil supérieur de l'Enseignement technique, chargé de l'examen de cette question et de l'établissement d'un projet, en a commencé l'étude le 7 février 1929. Il y a consacré de nombreuses séances, mais n'a pas encore terminé ses travaux. »

Ce retard est extrêmement fâcheux, car aucune règle ne préside actuellement, semble-t-il, à l'octroi des subsides de l'Etat et, en tout cas, le Parlement n'a pas eu l'occasion d'édicter ces règles et d'instituer un contrôle de cet enseignement qui absorbera, comme nous l'avons dit plus haut, 76, 728, 000 fr. A cet égard, il intéressera le Sénat de constater que les sommes consacrées à l'enseignement technique, ménager et professionnel ont suivi une progression remarquable.

En effet, les crédits n'étaient, en 1902, que de 1,378,000 francs. Le tableau ci-dessous énumère le nombre d'écoles subsidiées et le montant des subsides depuis 1910.

ANNÉE	NOMBRE D'INSTITUTIONS			CRÉDITS VOTES PAR LES CHAMBRES	OBSERVATIONS
	Officielles	Libres	Total		
1910	251	422	673	2,439,200 »	En 1911 de nombreuses écoles ont été transférées à d'autres départements (Sciences et Arts et Agriculture).
1913	229	476	705	3,639,352 »	
1920	188	465	653	10 732,321 15	
1921	188	503	691	10,943,160 »	
1922	193	560	753	13,262,700 »	
1923	237	615	852	13,258,500 »	
1924	240	640	880	21,467,200 »	
1925	247	681	928	26,553,000 »	
1926	246	722	968	33,042,750 »	
1927	364	728	1092	46,214,246 »	
1928	400	763	1163	64,410,075 »	

En 1928, les subsides ont été attribués comme suit :

Établissements pour garçons,	libres. . . fr.	25,908,930 »
Id. id.	officiels . . fr.	8,353,228 »
	Total . . . fr.	<u>34,262,158 »</u>
Établissements pour filles,	libres. . . fr.	13,506,032 »
Id. id.	officiels . . fr.	4,581,621 »
	Total . . . fr.	<u>18,087,653 »</u>

Donc 39,414,962 francs pour les écoles libres et 12,934,849 francs pour les écoles officielles. Bien que ces chiffres soient fournis par le Département, il est à remarquer que le total 52,349,811 francs ne correspond pas avec les crédits pour 1928, rappelés plus haut. La différence a été attribuée sous forme de suppléments et compléments de subsides, treizième mois pour le personnel enseignant, majoration de 10 p. c. des traitements. Un million a été attribué à l'École des Mines de Mons.

Au chapitre VII, relevons le crédit, d'ailleurs peu important, consacré à la statistique des accidents du travail, et signalons que cette statistique se publie avec un retard de sept ou huit ans. Sans doute, en sera-t-il de même du recensement décennal — mais qui n'a plus été fait depuis 1910 — du commerce et de l'industrie.

Un tel retard enlève aux chiffres tout intérêt. Nous n'en ferons pas un grief au personnel du Département, mais demanderons s'il ne conviendrait pas d'entrer résolument dans la voie de réformes radicales. Un certain nombre de grands organismes privés n'ont pas hésité à acquérir un matériel coûteux, mais combien utile, permettant d'établir sans efforts, presque sans main-d'œuvre, les chiffres les plus détaillés et les plus récents. Dans des domaines aussi importants que ceux qui ressortissent au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, il est indispensable que tous les projets étudiés reposent sur des statistiques fraîches, et non sur des probabilités

imaginées d'après des chiffres anciens, augmentés dans des proportions arbitraires. Une dépense de 5 ou 600,000 fr., une fois faite, permettrait de juger sur des données récentes, détaillées et précises et supprimerait, en même temps, de nombreux emplois. Nous nous permettons d'engager vivement M. le Ministre, que les méthodes modernes n'effraient pas, à rationaliser son Département, qui devrait donner l'exemple à notre industrie.

La Commission a, d'autre part, appris avec intérêt que le projet de loi sur le travail à domicile était élaboré et serait déposé incessamment. Le retard apporté à l'établissement du projet est dû aux difficultés qu'il a fallu vaincre pour rencontrer l'objection constitutionnelle de l'inviolabilité du domicile. La formule imaginée, indiquée dans ses grandes lignes, a donné satisfaction à la Commission, pourtant quelque peu sceptique quant aux résultats généraux qui pourront être obtenus.

\* \* \*

Le chapitre XI qui concerne l'assurance et la prévoyance sociales, est, cette année en augmentation de 31,844,000 fr., dont 24 millions consacrés à l'alimentation du Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés, créé par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928. Cette dépense est récupérable pour moitié à charge des provinces et des communes.

Une augmentation de 7,400,000 fr., prévue à l'article 103a, est justifiée par la majoration des cotisations des affiliés aux caisses de chômage, ainsi que par

l'activité plus grande montrée par les œuvres qui s'occupent de combattre le chômage involontaire.

En ce qui concerne l'article 97, la Commission a été saisie d'amendements tendant à augmenter les crédits prévus pour subsides aux mutualités primaires qui, avant le 31 décembre, modifieraient leurs statuts de façon à pouvoir accorder une indemnité journalière de 8 francs minimum à leurs membres, et aux fédérations qui auront fait adopter en 1930, un statut de caisse nationale d'invalidité à même de fonctionner le 1<sup>er</sup> janvier 1931.

De même pour l'article 111, la Commission a examiné une proposition ayant pour objet d'augmenter dans une modeste mesure le crédit de 81 millions pour permettre au Ministre d'accorder la majoration et le complément de majoration au lieu de l'allocation aux personnes qui, par ignorance ou incompréhension d'une loi très compliquée, ont opéré des versements insuffisants à la Caisse de retraite.

La Commission n'a pas voulu rejeter ces amendements et insiste unanimement auprès de M. le Ministre pour qu'il prenne ces propositions en très sérieuse considération.

La Commission, très désireuse de pouvoir sans délai procéder à l'examen du projet de loi sur les assurances sociales, a vivement regretté que M. le Ministre n'ait pas cru devoir retenir sa suggestion de voir ce projet déposé au Sénat, plutôt qu'à la Chambre des Représentants, cette procédure étant incontestablement beaucoup plus expéditive.

\* \* \*

Le chapitre XII est consacré à l'exécution des lois des 20 août 1920, 10 décembre 1924, 10 mars 1925 et 20 juillet 1927 sur les pensions de vieillesse, des rentes de survie et des allocations d'orphelins. Les pensions et compléments de pension s'inscrivent à l'article 106 par 255 millions, contre 280 millions en 1929. Cette diminution

de 25 millions est due au fait que le bénéfice des lois sur les pensions et les compléments de pension ne peut être accordé qu'aux vieillards nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1863. Cette diminution trouve d'ailleurs sa contre-partie aux articles 110 et 111 qui donnent une augmentation de 27,500,000 francs pour majoration et complément de majoration des rentes de vieillesse et une autre augmentation de 14,500,000 francs pour allocations et compléments d'allocations gratuites de vieillesse.

La Commission a émis le vœu de voir M. le Ministre donner quelques renseignements précis en ce qui concerne le fonctionnement du Conseil supérieur des pensions pour employés, et, par la même occasion, donner quelques informations claires quant aux avantages réservés aux intéressés et aux veuves d'employés par une loi nouvelle dont la portée n'a pas été toujours comprise.

De même, elle serait désireuse de savoir si des raisons importantes s'opposent au paiement des pensions de vieillesse par chèques postaux. Il ne paraît pas nécessaire, après les explications données à la Chambre, de s'étendre longuement ici sur les retards constatés dans l'instruction des demandes. M. le Ministre, après avoir exposé qu'un dossier passait par sept organismes différents, a manifesté sa ferme volonté d'intervenir énergiquement. La Commission compte sur une prompte et vigoureuse intervention pour mettre fin aux lamentables situations que chacun de ses membres a pu maintes fois constater.

\* \* \*

Le chapitre XIV consacré aux dépenses exceptionnelles, est en diminution de 5,460,700 francs, diminution principalement due au fait que la subvention au Fonds national de crise a été diminuée de 10 millions. Souhaitons que les prévisions optimistes du Gouvernement se réalisent.

\* \* \*

Les articles 2 et 3 du projet de loi dont l'article premier concerne le budget, ont trait à la construction des logements à bon marché et aux mesures prises pour garantir les sociétés de crédit contre les risques, qu'elles auraient pu juger excessifs, qui résultent des compléments de prêts à consentir aux familles nombreuses.

L'important problème du logement n'a jamais manqué de retenir l'attention des Chambres. La Société nationale pour la construction d'habitations à bon marché a déjà disposé d'un crédit de plus d'un milliard qui a rendu possible la création de 46,000 logements nouveaux. L'honorable Ministre a déclaré qu'il entraînait dans les intentions du Gouvernement de proposer sous peu une loi autorisant la Société nationale à contracter un troisième emprunt. Nous aimerions à cette occasion qu'il fût tenu compte de deux désirs : 1° que la construction de logements nouveaux fût subordonnée à la destruction de taudis, dans une proportion à déterminer ; 2° que le zèle des sociétés locales fût stimulé, car dans une grande agglomération composée de plusieurs communes, l'activité des sociétés locales, l'on peut dire, en d'autres termes, des administrations communales, est très inégale. Il devrait exister là des moyens de persuasion, sinon de coercition dont l'initiative doit revenir au Gouvernement.

L'effort déployé dans les dernières années a été considérable. Il semble que tous les moyens ont été mis en œuvre pour améliorer les conditions du logement populaire. Car, l'on ne peut perdre de vue qu'en dehors des limites du projet de loi qui nous est soumis, il est consenti des avantages se montant déjà à 28 millions, en ce qui concerne la réduction des droits d'enregistrement et de transcription sur l'achat de terrains destinés à l'érection d'habitations à bon marché. De plus, le système des primes à la construction a maintenant été compris, et plus de 30,000 demandes

de primes ont été introduites entre la fin mars 1928 et la fin janvier 1930. Le Sénat ne peut que se réjouir de voir se rapprocher le moment où le problème sera résolu, et ne manquera pas d'encourager le Ministre à en poursuivre la solution.

Il peut être souhaité que l'effort matériel soit complété par un effort moral double dans ses effets : il faut, d'une part, amener l'ouvrier belge à consacrer une part plus importante de son salaire au logement de sa famille ; il faut, d'autre part, montrer à ceux qui possèdent que l'amélioration des conditions du logement populaire constitue un facteur important de l'ordre social. Les industriels, notamment, devraient être officiellement sollicités à collaborer à la grande œuvre entreprise. De façon générale, les administrateurs-délégués, les directeurs de nos usines, savent que les meilleurs de leurs ouvriers sont souvent les mieux logés. Ils connaissent l'influence du milieu familial sur le rendement de leur personnel. Mais ils ne parviennent pas toujours à faire partager leurs convictions par ceux des membres des conseils d'administration qui ne se trouvent pas en contact direct avec la main-d'œuvre ouvrière. Et ce que nous disons pour les ouvriers est vrai pour nombre de petits employés. Le Gouvernement, le Parlement, peuvent, dans ce domaine, obtenir une collaboration puissante qui n'aidera pas peu à la solution de ce problème, le plus important peut-être des problèmes sociaux destinés à assurer l'ordre et la prospérité dans le pays.

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission vous propose d'adopter le Budget, tel qu'il nous est transmis par la Chambre des Représentants.

*Le Rapporteur,*

F. DEMETS.

*Le Président,*

ARM. HUBERT.

## ANNEXE

## QUESTIONS ET RÉPONSES

PREMIÈRE QUESTION. — Un membre a prié la Commission de demander au Ministre le nombre exact d'affiliés aux mutualités primaires, ainsi que le montant de leurs cotisations : a) en 1913; b) en 1928.

RÉPONSE. — La pénurie de personnel à la section intéressée ne permet pas de répondre à tous les renseignements demandés.

Voici les éléments qui peuvent être fournis :

Service primaire	Nombre de membres	Cotisations
1913. . . . .	510,252	5,691,308
1928 (chiffres approx.)	1,150,000	60,000,000

SECONDE QUESTION. — Quel est le montant des sommes payées par les mutualités au profit des pharmacies : a) en 1925. b) en 1928; et quel est le nombre d'affiliés pendant ces deux années?

RÉPONSE. — Nombre de bénéficiaires du service médico-pharmaceutique en 1925, 2,209,906 dont :

Chefs de famille . . . . .	601,659
Épouses . . . . .	551,249
Enfants de moins de quatorze ans . . . . .	582,969
Enfants de quatorze à dix-huit ans . . . . .	130,702
Ascendants . . . . .	60,502
Célibataires . . . . .	282,825
En 1928 . . . . .	fr. 2,600,000 (chiffres approximatifs).

Dépenses des mutualités pour les médicaments :

En 1925 . . fr. 19,000,000 (chiffres approximatifs).

En 1928 . . fr. 50,000,000 (chiffres approximatifs).

TROISIÈME QUESTION. — *Service médico-pharmaceutique, art. 132.* — Quelle était la cotisation moyenne (approximative) que payaient les mutualistes pour ce service : a) en 1921; b) en 1929; c) qui sera payée en 1930?

RÉPONSE. — La cotisation moyenne annuelle approximative pour le service médico-pharmaceutique familial, y compris le service chirurgical, est de : 16 francs, en 1921; 81 francs, en 1929; 90 francs, en 1930.

QUATRIÈME QUESTION. — Un membre voudrait qu'un crédit de fr. 0.50 par membre — au total 600,000 francs — soit mis à la disposition des Fédérations qui seraient prêtes à organiser une caisse nationale d'invalidité à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1931.

La Commission voudrait connaître le sentiment du Gouvernement à l'égard de cette suggestion.

RÉPONSE. — Un subside pourrait être alloué aux Unions nationales d'Invalidité qui seraient créées, mais non aux Fédérations qui « seraient prêtes à organiser ces Unions nationales ».

CINQUIÈME QUESTION. — *Article 3 du projet de loi.* — La Commission vou-

drait connaître le nombre de sociétés et de familles ayant obtenu 90 p. c. en application de cette disposition.

RÉPONSE. — Le Service des Habitations à bon marché est, actuellement, dans l'impossibilité de faire connaître le nombre d'avances faites par les sociétés de crédit et se montant à 90 p. c. de la valeur de l'immeuble donné en garantie.

SIXIÈME QUESTION. — *Subsides aux Mutualités.* — La Commission est saisie d'un amendement tendant à doubler les subsides pour permettre d'exiger des mutualités de porter à 10 francs, ou au besoin, à 8 francs, l'indemnité journalière.

La majorité voudrait avoir l'avis de M. le Ministre.

RÉPONSE. — Jusqu'en 1927, il n'était alloué à ces associations qu'une indemnité de 2 p. c. pour travaux d'écritures. Une circulaire ministérielle de juin 1927 a remplacé cette indemnité de 2 p. c. par un subside de 10 p. c. ; à cet effet, il fut prévu un crédit de 2,250,000 fr.

Le projet de budget pour 1930 prévoit 3,135,000 francs.

Pour être subsidiées, les mutualités primaires sont tenues de couvrir 90 p. c. de leurs dépenses ordinaires au moyen des cotisations augmentées des intérêts des fonds placés ; cette proportion peut être calculée sur deux exercices.

Je ne suis pas d'avis de modifier trop souvent la réglementation.

La plupart des communes et de nombreuses provinces subsidient aussi les services primaires.

S'il était possible d'obtenir une majoration de crédit, je proposerais de porter l'intervention de 10 à 15 p. c. en faveur des associations qui accordent un supplément d'indemnité journalière pour les femmes et les enfants de moins de quatorze ans.

Majoration nécessaire à cette fin : 1,500,000 francs.

Mais, il est à noter que les crédits prévus au budget de 1930, pour les mutualités primaires, sont destinés à accorder des subsides pour les opérations de 1929. Logiquement, c'est au budget de 1931 que l'augmentation devrait être proposée, afin que les sociétés soient averties des nouvelles dispositions.

SEPTIÈME QUESTION. — *Subsides aux Mutualités.* — La Commission paraît bien disposée à l'égard d'un amendement tendant à allouer aux mutualités des subsides de 10 p. c. si, pour 1929, et ce à la suite de l'épidémie de grippe de cette année, elles couvrent 80 au lieu de 90 p. c. de leurs dépenses. La Commission voudrait connaître le sentiment de M. le Ministre à cet égard.

RÉPONSE. — Pour être subsidiées, les mutualités doivent couvrir, au moins 90 p. c. de leurs dépenses (service des indemnités journalières) au moyen des cotisations des membres effectifs, augmentées des intérêts des fonds placés. Les 90 p. c. sont établis, chaque année, au choix de la société, soit sur le résultat de l'année précédente, soit sur la moyenne des deux dernières années.

J'ai admis qu'en 1928 les subsides ne soient pas complètement supprimés lorsque la proportion de 90 p. c. n'était pas atteinte, mais soient fixés à 5 p. c. des cotisations, pour autant, toutefois, que la proportion ne soit pas inférieure à 80 p. c.

Je n'étais pas d'avis d'étendre cette dérogation à l'année 1929, mais il est malheureusement vrai que les dépenses de cet exercice ont été importantes et que les réserves sont loin de ce qu'elles devraient être.

Je suis d'avis de permettre d'abaisser la proportion à 85 p. c. pour 1929 et d'accorder un subside fixé à 5 p. c. des cotisations. Je ne crois pas que l'on puisse aller au delà, car accorder par

exemple 10 p. c. serait mettre sur le même pied les mutualités qui ont fait l'effort et celles qui sont restées indifférentes en présence de l'augmentation des dépenses.

A noter que couvrir 80 p. c. des dé-

penses au moyen des cotisations augmentées des intérêts et recevoir un subside, même de 10 p. c., c'est créer un déficit d'au moins 12 p. c. des dépenses (100—88).

## BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 18 MAART 1930

**Verslag uit naam der Commissie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp van Begroting van het Departement van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg voor het dienstjaar 1930.**

(Zie de n<sup>os</sup> 4-X, 88, 97, 115, 121 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 19, 20, 21, 26, 27, 28 Februari en 5 Maart 1930.)

Aanwezig : de heeren HUBERT, voorzitter ; BROECKX, BAFON CASIER, DEMOULIN, EYLENBOSCH, HENRICOT, JAUNIAUX, MOYERSON, RUTTEN, SIMONIS, SOLAU, VAN COILLIE en DEMETS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het naslaan van het ontwerp van begroting van het Departement van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg wordt bemoeilijkt door het feit dat, zoo de eigenlijke begroting wordt rondgedeeld aan de leden van den Senaat, het onontbeerlijk is voor de toelichting en de notas ter rechtvaardiging het document van de Kamer der Volksvertegenwoordigers te raadplegen dat verdeeld is in drie deelen. Hieruit volgt dat een aandachtig onderzoek, bv. van het eerste artikel, vergt bladzijde 4 van

het stuk van den Senaat (begroting) te raadplegen alsmede de bladzijden 22 en 60 van het stuk van de Kamer (toelichting en notas ter rechtvaardiging). Het samenvoegen van de twee laatste hoofdstukken tot één enkel ware gemakkelijk en zou het onderzoek van het ontwerp minder lastig maken.

\*  
\* \*

Ziehier de uitgaven voorzien in het ontwerp van begroting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, vergeleken bij de begrotingen van de twee vorige jaren :

	Gewone uitgaven	Buitengewone uitgaven	Totaal
1930 . . . . . fr.	578,135,888	109,711,050	687,846,938
1929 . . . . .	513,211,526	85,274,800	598,486,326
1928 . . . . .	439,042,651	92,596,300	531,638,951

De verhooging van uitgaven die in 1928,97 miljoen en in 1929,40 miljoen bedroeg, bedraagt dit jaar 89,360,612 frank.

De uitgaven, voorzien voor de betaling

van het personeel, zijn gesteegen met 1,966,100 frank. Deze verhooging wordt gewettigd door de normale verhooging en van de wedden, de herziening der loonroosters, de oprichting van den dienst

der gezinstoelagen, de verhooging der wedden met 1/10<sup>e</sup>, voorzien bij de Koninklijke besluiten van 22 en 31 Juli 1929, alsmede door de vermeerdering van het aantal bedienden.

Het personeel van het Departement, dat, op 31 December 1928, 343 ambtenaren en werkelijke bedienden telde, alsmede 112 tijdelijke bedienden, is in den loop van het jaar toegenomen met 55 eenheden in het werkelijk kader en werd verminderd met 36 eenheden voor het tijdelijk personeel.

Eene som van 150,000 frank is voorzien voor het verhuizen van de diensten der sociale verzekeringen, die worden ondergebracht in een gebouw aangekocht in de Karmelietenstraat. Men kan er zich enkel over verheugen te zien dat dit bestuur lokalen ontruimt die geenszins aan hunne bestemming beantwoordden.

Een kredietverhoging van 44,000 fr. wordt voorzien voor de *Revue du Travail* en voor het *Arbeidsblad*, waarvan het uitgeven 228,000 frank zal kosten. Op dit bedrag wordt er eene som van 14,000 frank besteed aan de bezoldiging van de correspondenten en eene som van 132,000 frank aan het drukken van de Fransche uitgave en eene som van 72,000 frank aan de Vlaamsche uitgave. Het aantal abonnees op beide publicaties bedraagt 1,000 voor de *Revue du Travail* en 100 voor het *Arbeidsblad*. Daar onze Commissie heeft vastgesteld dat er in deze officiële publicaties zekere onnauwkeurigheden voorkwamen, drukt zij den wensch uit dat de berichten van de arbeidscorrespondenten aan een streng toezicht zouden worden onderworpen. Het is immers van belang, vooral bij het naderen van eene crisis die schijnt op til te zijn, dat er in eene brochure, uitgaande van het Ministerie, alleen objectieve, juiste en nauwkeurige inlichtingen zouden verschijnen.

De nakende crisis heeft de aandacht gaande gemaakt van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en vooral van den geachten heer Rubbens, verslag-

gever, die aangaande de te treffen maatregelen het algemeen bestuur van de nijverheid heeft geraadpleegd. Om bij machte te zijn toezicht uit te oefenen op de gegevens betreffende het voortbrengstvermogen van het land, eischt dit bestuur aanvullende rechten. Wij meenen dat deze rechten, terecht of ten onrechte, zouden worden beschouwd als nieuwe inquisitiemiddelen en derhalve zeer slecht zouden worden onthaald. Het bestuur van de Nijverheid moet de nuttige inlichtingen kunnen bekomen dank zij het gezag dat het moet genieten indien zijne navorschingen uitsluitend worden geleid door de bekommerning om den voorspoed van 's Lands zaken, objectief en onpartijdig beschouwd. En men vraagt zich af of het oogenblik niet gekomen is om over te gaan tot de oprichting van een economischen raad, oordeelkundig samengesteld, die zich zou bezighouden met de vraagstukken die verschillende departementen aanbellen en in zekere maat zou voorzien in het ontbreken in België van een Ministerie van Koophandel.

\* \* \*

Het hoofdstuk pensioenen en hulpgelden aan het personeel is gestegen van 768,000 tot 882,000 frank. Onder de ambtenaren in beschikbaarheid, zijn er die werden aangeworven krachtens overeenkomsten van commerciële vorm en aan dewelke de volle wedde verder wordt uitbetaald, alswanneer zij reeds lang hebben opgehouden eenig ambt te vervullen. Het ware wenschelijk dat deze toestand zou worden onderzocht in het licht van de handelsrechtspraak.

De kredieten voor het mijnwezen roepen de aandacht op het stijgend procent van de slachtoffers van arbeidsongevallen in de mijnen. Gedurende langen tijd bedroeg de verhouding van deze slachtoffers 12 op 10,000, doch dit gemiddeld getal is in ruime maat gestegen en de jongste ramp van Marcinelle zal deze droevige verhouding nog

meer doen toenemen. Reeds in 1925 bedroeg het aantal dodelijke ongevallen in onze steenkoolmijnen 13.5 per 10.000, alswanneer de verhouding in Frankrijk, in Engeland en in Nederland 12 per 10.000 bleef, tegen weliswaar 20 in Duitsland en 40 in de Vereenigde Staten. De Commissie rekent op de waakzaamheid van den Minister opdat er steeds zorgvuldige voorzorgen zouden worden genomen; deze maatregelen zijn trouwens onontbeerlijk door het te werkstellen van talrijke vreemde arbeidskrachten voor wie de voorzichtigheid niet, zooals voor de Belgische mijnwerkers, eene hoedanigheid is door eene voorvaderlijke traditie aangeleerd.

In den loop der bespreking heeft een lid der Commissie den wensch uitgedrukt het aantal dodelijke ongevallen per mijnbekken te doen kennen.

\* \*

Hoofdstuk IV behandelt het algemeen bestuur der Nijverheid. De uitgaven overschrijden met 141,000 frank deze voor 1929 voorzien. Het ware van belang eenigszins nauwkeurig de bedrijvigheid te kennen van de ambtenaren van dezen dienst op gebied van nijverheidsstudiën. Ten bate van wie worden deze studiën gedaan, in welke richting, op wiens aanstichting, en van waar komt de documentatie?

\* \*

Hoofdstuk V is besteed aan Maten en Gewichten, dienst die 206,500 frank meer opsorpt dan gedurende het afgelopen jaar; het grootste deel dezer vermeerdering wordt opgeslorpt door de regelmatige verhoogingen van de 50 te werk gestelde bedienden.

Betreffende dezen dienst kondigde de Minister onlangs aan, in antwoord op een vraag van ons geacht medelid den heer Asou, dat hij eerlang den verkoop zou regelen van benzine voor

autos toebedeeld door benzine-pompen. Dit zal de automobilisten verheugen, zooals trouwens al de eerlijke handelaars. Nochtans is het wellicht aan te bevelen niet zijn toevlucht te nemen tot een plagende regeling. Het zou volstaan den verkoop te verbieden met pompen die niet voorzien zijn van glazen meters, door het beheer gelood na verificatie van hun inhoudsmaat.

\* \*

Het nijverheids- en beroepsonderwijs zal dit jaar 76,728,000 frank opsloppen, zijnde een verhooging van 3,602,100 fr. Uit inlichtingen verkregen van het Departement blijkt dat het aantal gesubsidiëerde inrichtingen bedraagt :

#### I. HANDELSONDERWIJS :

Vrije scholen : 20 welke 379 getuigschriften afleveren;

Officiëele scholen : 2 welke 0 getuigschrift afleveren.

#### II. BEROEPSONDERWIJS.

##### *Beroepsscholen :*

Vrije scholen : 100, afleverende 2,127 getuigschriften.

Officiëele scholen : 18, afleverende 588 getuigschriften.

##### *Beroepsleergangen.*

Vrije : 65, afleverende 527 getuigschriften.

Officiëele : 124, afleverende 510 getuigschriften.

##### *Werkplaatsen voor leerlingenschap.*

Vrije : 97, afleverende 535 getuigschriften.

Officiëele : 7, afleverende 84 getuigschriften.

## III. — HUISHOUDKUNDIG ONDERWIJS.

Vrije scholen : 187, afleverende 710 getuigschriften.

Officiële scholen : 58, afleverende 246 getuigschriften.

*In het hooger onderwijs :*

9 vrije scholen, afleverende 368 getuigschriften;

2 vrije nijverheidsscholen, afleverende 64 getuigschriften;

3 officiële nijverheidsscholen, afleverende 79 getuigschriften;

8 vrije bijzondere scholen, afleverende 109 getuigschriften;

2 officiële bijzondere scholen, afleverende 128 getuigschriften;

42 vrije handelsteelgangen, afleverende 2878 getuigschriften;

8 officiële handelsteelgangen afleverende 515 getuigschriften.

*In het nijverheids-onderwijs.*

37 vrije middelbare en lagere nijverheidsscholen, afleverende 722 getuigschriften;

103 officiële en lagere nijverheidsscholen, afleverende 2852 getuigschriften.

*In het teeknonderwijs :*

54 vrije teekenscholen en leergangen, afleverende 184 getuigschriften;

34 officiële teekenscholen en leergangen, afleverende 357 getuigschriften.

*In het bijzonder vakonderwijs.*

142 vrije scholen afleverende 4,866 getuigschriften;

38 officiële scholen leveren 1,087 getuigschriften af.

De geachte heer Carpentier, in zijne verslagen uit naam van deze Commissie in 1928 en 1929 uitgebracht, betreunde ten eerste dat het wettelijk statuut van het technisch, nijverheids- en handelsonderwijs nog niet klaar was. De vragen voorziende die desangående dit jaar zouden worden gesteld, heeft uw verslaggever, op 7 Januari reeds, inlichtingen aan den Minister gevraagd, doch deze antwoordde :

« De Hooge Raad voor technisch onderwijs, belast met het onderzoek van dit vraagstuk en het opmaken van een ontwerp, heeft de studie daarvan begonnen op 7 Februari 1929. Talrijke vergaderingen werden daaraan gewijd, doch het werk is niet afgevoerd. »

Dit uitstel is te betreuren, want thans geldt geen enkele vaste regel, schijnt het, voor de toekenning van de Staatsteelagen en, in elk geval, had het Parlement de gelegenheid niet deze regelen uit te vaardigen en een controle in te stellen op dit onderwijs dat, zooals wij hooger hebben gezegd, 76,728,000 frank kosten zal. In dit opzicht is het voor den Senaat van belang vast te stellen dat de sommen besteed aan het technisch, huishoudelijk en beroeps-onderwijs, aanzienlijk zijn toegenomen.

Inderdaad, in 1902 bedroegen de kredieten maar 1,378,000 frank. Onderstaande tabel vermeldt de gesubsidieerde scholen en het bedrag der steelagen vanaf 1910:

JAREN	AANTAL GESTICHTEN:			DOOR DE KAMERS GESTEMDE KREDIETEN	AANMERKINGEN
	Officiële	Vrije	Totaal		
1910.	251	422	673	2,439,200 »	In 1911 gingen vele scholen naar andere departementen over (Kunsten en Wetenschappen en Landbouw).
1913	229	476	705	3,639,352 »	
1920	188	465	653	10,732,321 15	
1921	188	503	691	10,943,160 »	
1922	193	560	755	13,262,700 »	
1923	237	615	852	13,258,500 »	
1924	240	640	880	21,467,200 »	
1925	247	681	928	26,553,000 »	
1926	246	722	968	33,042,750 »	
1927	364	728	1092	46,214,246 »	
1928	400	763	1163	64,410,075 »	

In 1928, werden de toelagen als volgt toegekend :

Jongensscholen . . . . .	vrije . . . . .	fr. 25,908,930 »
Id. . . . .	officiële . . . . .	8,353,228 »
	Totaal, fr.	34,262,158 »
=====		
Meisjesscholen . . . . .	vrije . . . . .	fr. 13,506,032 »
Id. . . . .	officiële . . . . .	4,581,621 »
	Totaal, fr.	18,087,653 »
=====		

Dus 39,414,962 frank voor de vrije scholen en 12,934,849 frank voor de officiële scholen. Ofschoon deze cijfers door het Departement werden verstrekt, valt het op te merken dat het totaal 52,349,811 frank, niet overeenstemt met de hooger bedoelde kredieten voor 1928. Het verschil werd toegekend onder den vorm van aanvullende toelagen, bijslagen, dertiende maand voor het onderwijzend personeel, 10 t. h. verhooging op de wedden. Een millioen werd toegekend aan de Mijnbouwschool te Bergen.

In het hoofdstuk VII stippen wij het trouwens niet hooge krediet aan voor de statistiek der arbeidsongevallen en wijzen wij er op dat deze statistiek met

een vertraging van zeven of acht jaar wordt bekend gemaakt. Wellicht zal dit ook het geval zijn met de tienjaarlijksche telling van handel en nijverheid; daartoe werd echter sedert 1910 niet meer overgegaan.

Een dergelijke vertraging berooft de getallen van alle belang. Wij zullen er aan het personeel van het Departement geen verwijt van maken, doch vragen of het niet zou passen beslist den weg van radikale hervormingen in te slaan. Een zeker aantal groote private inrichtingen hebben niet gearzeld zich een kostelijk, doch zeer nuttig materieel aan te schaffen, waarbij het mogelijk is zonder inspanning, haast zonder arbeids-

krachten, de meest omstandige en jongste berekeningen op te maken. Voor belangrijke gebieden als deze, welke van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg afhangen, is het onmisbaar dat al de bestudeerde ontwerpen berusten op versche statistieken en niet op waarschijnlijkheden, uitgedacht volgens oude getallen in willekeurige verhoudingen verhoogd. Een uitgave van 5 of 600,000 frank, eens gedaan zijnde, zou toelaten over jonge, omstandige en duidelijke gegevens te oordeelen en zou tezelfder tijd talrijke bedieningen afschaffen. Wij zijn zoo vrij den Minister, wien de moderne methoden niet afschrikken, levendig aan te zetten zijn Departement, dat het voorbeeld aan onze nijverheid zou moeten geven, te rationaliseeren.

De Commissie heeft daarbij met belangstelling vernomen dat het wetsontwerp op den huisarbeid opgemaakt is en eerlang zal ingediend worden. De vertraging welke het opmaken van dit ontwerp heeft ondergaan, is te wijten aan de moeilijkheden die moesten overwonnen worden om het grondwettelijk bezwaar der onschendbaarheid van het domicilie te weerleggen. De ontworpen formule, in hare groote lijnen aangegeven, heeft aan de Commissie veldoening gegeven, hoewel deze eenigszins sceptisch staat tegenover de algemeene uitslagen die kunnen verkregen worden.

\* \*

Hoofdstuk XI, dat gaat over de sociale verzekering en voorzorg, boekt dit jaar een verhooging van 31,844,000 frank, waarvan 24,000,000 frank worden besteed aan de stijving van het Bijzonder Fonds ten bate der verminkten en gebrekkelijken, gesticht door de wet van 1 December 1928. Deze uitgave is voor de helft terugvorderbaar ten laste der provinciën en gemeenten.

Een verhooging van 7,400,000 frank, voorzien bij artikel 103a, is gewettigd door de verhooging der bijdragen van de aangeslotenen bij de werkloozen-

kassen, alsook door de grootere bedrijvigheid aan den dag gelegd door de werken die zich bezig houden met de bestrijding van onvrijwillige werkloosheid.

Wat artikel 97 betreft, de Commissie behandelde een amendement houdende verhooging der kredieten voorzien voor de primaire mutualiteiten welke vóór 31 December hun statuten zouden wijzigen ten einde een dagelijksche vergoeding van 8 frank minimum aan hun leden te verleenen, en aan de bonden die in 1930 een statuut van nationale invaliditeitskas zouden hebben doen aannemen, die kan in werking treden vanaf 1 Januari 1931.

Ook voor artikel 111 heeft de Commissie een voorstel aangenomen met het doel in nederige mate het krediet te verhoogen van 81 millioën om den Minister in staat te stellen vermeerdering en aanvullende pensioensvermeerdering te verleenen in plaats van de toelage aan de personen die, bij onweerdigheid of onbegrip van een zeer ingewikkelde wet, ontoereikende stortingen hebben gedaan in de pensioenkas.

De Commissie heeft die amendementen niet willen verwerpen en dringt eenparig bij den Minister aan opdat hij deze voorstellen zeer ernstig zou willen onderzoeken.

De Commissie, ten zeerste met den wensch begaan onverwijld over te gaan tot het onderzoek van het wetsontwerp op de sociale verzekeringen, betreurt levendig dat de Minister gemeend heeft niet te kunnen ingaan op haar voorstel het ontwerp liever in den Senaat ter tafel te leggen dan in de Kamer, hetgeen den gang der behandeling onbetwist zou bespoedigd hebben.

\* \*

Hoofdstuk XII wordt besteed aan de uitvoering der wetten van 20 Augustus 1920, 10 December 1924, 10 Maart 1925 en 20 Juli 1927 op de ouderdomspensioenen, de overlevingsrenten en de

toekenningen aan weezen. De pensioenen en aanvullende pensioenen staan bij artikel 107 ingeschreven voor 255 miljoen tegen 280 miljoen in 1929. Deze vermindering met 25 miljoen is te wijten aan het feit dat het voordeel der wetten op de pensioenen en de aanvullende pensioenen alleen kan toegekend worden aan de bejaarde lieden vóór 1 Januari 1863 geboren. Deze vermindering vindt trouwens haar tegengewicht bij de artikelen 110 en 111, welke een verhooging van 27,500,000 frank toekennen voor vermeerdering en aanvullende vermeerdering der ouderdomspensioenen, en een andere verhooging van 14,500,000 frank voor kosteloze en aanvullende kosteloze ouderdomstoelagen.

De Commissie heeft den wensch uitgedrukt dat de Minister enkele duidelijke inlichtingen zou geven over de werking van den Hoogeren Raad der pensioenen voor bedienden, en bij dezelfde gelegenheid klaar zou uiteenzetten welke voordeelen worden voorbehouden aan de belanghebbenden en aan de weduwen van bedienden door de nieuwe wet waarvan de beteekenis niet steeds werd begrepen.

De Commissie wenscht eveneens te weten of gewichtige redenen zich verzetten tegen de uitkeering der ouderdomsrenten bij middel van postchecks. Na de verklaringen in de Kamer verstrekt, blijkt het niet noodig hier uit te wijden over de vertragingen vastgesteld bij het onderzoek der aanvragen. De Minister, na uiteengezet te hebben dat een bundel langs zeven verschillende organismen moet doorgaan, heeft zijn beslist voor nemen uitgedrukt krachtig tusschen beide te komen. De Commissie rekent op een spoedige en wilskrachtige tusschenkomst om een einde te stellen aan de ellendige toestanden die elk harer leden herhaaldelijk heeft kunnen vaststellen.

\* \* \*

Hoofdstuk XIV, besteed aan de buitengewone uitgaven, boekt een vermin-

dering van 5,460,700 frank, vermindering hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat de toelage aan het Nationale Crisisfonds met 10 miljoen werd verminderd. Laten wij wenschen dat de optimistische vooruitzichten van de Regeering in vervulling zullen gaan.

\* \* \*

De artikelen 2 en 3 van het wetsontwerp waarvan het eerste artikel de begroting betreft, hebben betrekking op het bouwen van goedkope woningen en op de maatregelen die werden getroffen om de kredietmaatschappijen te waarborgen tegen de risico's, die zij buitensporig mochten oordeelen, en die voortspruiten uit de aanvullende leningen toe te staan aan de kroostrijke gezinnen.

Het belangrijke woningvraagstuk heeft steeds de aandacht van de Kamer gaande gemaakt. De Nationale Maatschappij voor het bouwen van goedkope woningen heeft reeds beschikt over een krediet van meer dan 1 milliard, dat het bouwen van 46,000 nieuwe woningen heeft mogelijk gemaakt. De geachte Minister heeft verklaard dat het in de bedoeling van de Regeering lag eindelijk een wetsontwerp in te dienen, waarbij de Nationale Maatschappij gemachtigd wordt eene derde leening aan te gaan.

Bij deze gelegenheid verlangen wij dat er zou rekening worden gehouden met twee wenschen :

1° Dat het bouwen van nieuwe woningen zou worden ondergeschikt gemaakt aan het sloopen van krotten, in een te bepalen verhouding;

2° Dat de ijver der plaatselijke maatschappijen zou worden aangewakkerd, daar in eene groote agglomeratie, die verschillende gemeenten omvat, de bedrijvigheid der plaatselijke maatschappijen, men mag zeggen met andere woorden : van de gemeentebesturen, zeer ongelijk is. Er zouden daar overtuigingsmiddelen, zoniét dwangmaat-

regelen, moeten worden aangewend, waarvan het initiatief aan de Regeering behoort.

De inspanning in de laatste jaren is aanzienlijk geweest. Het schijnt dat al de middelen werden in het werk gesteld om de voorwaarden van de volkswoning te verbeteren. Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat er, buiten de grenzen van het ons voorgelegde wetsontwerp, voordeelen worden toegestaan die reeds 20 miljoen bedragen in zake vermindering van de rechten van registratie en overschrijving op den aankoop van gronden bestemd voor het bouwen van goedkope woningen. Bovendien begrijpt men thans het stelsel der premiën voor het bouwen, en werden er tusschen einde Maart 1928 en einde Januari 1929 meer dan 30,000 premie-aanvragen ingediend. De Senaat kan er zich enkel over verheugen het oogenblik te zien naderen waarop het vraagstuk zal zijn opgelost, en hij zal niet nalaten den Minister aan te moedigen om de oplossing ervan na te streven. Er mag gewenscht worden dat de stoffelijke inspanning zou worden aangevuld door eene zedelijke inspanning die tweevoudig is in hare gevolgen: eensdeels moet de Belgische arbeider ertoe gebracht worden een aanzienlijker gedeelte van zijn loon te besteden aan de huisvesting van zijn gezin; anderdeels moet men aan de bezittende klas bewijzen dat de verbetering der

voorwaarden van de volkshuisvesting een belangrijke factor van de sociale orde is. De nijveraars inzonderheid zouden officieel moeten verzocht worden hun medewerking te verleen aan het groote werk dat werd ondernomen. In het algemeen weten de bestuurders-afgevaardigden, de bestuurders van onze werkhuizen dat de besten hunner arbeiders vaak de best gehuisvesten zijn. Zij kennen den invloed van den familiekring op de rendearing van hun personeel. Maar zij slagen er niet steeds in hunne overtuiging te doen deelen door diegenen onder de leden van de beheerraden die niet rechtstreeks in voeling komen met de arbeidskrachten. En wat wij zeggen voor de arbeiders is waar voor tal van kleine bedienden. De Regeering, het Parlement, de pers, kunnen op dit gebied eene machtige medewerking bekomen die niet weinig zal bijdragen tot de oplossing van dit vraagstuk, dat misschien wel het belangrijkste is van de sociale vraagstukken die de orde en den voorspoed in het land moeten verzekeren.

Mits deze opmerkingen, stelt uwe Commissie U voor de begroting goed te keuren, zooals zij ons door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd overgemaakt.

*De Verslaggever,*  
DEMETS.

*De Voorzitter,*  
ARM. HUBERT.

## BIJLAGE

### Vragen en Antwoorden.

VRAAG 1. — Een lid verzocht de Commissie den Minister te vragen hoeveel aangeslotenen bij primaire mutualiteiten er juist zijn en hoeveel hun bijdragen beloopten: a) in 1913; b) in 1928?

ANTWOORD. — Schaarschte aan per-

soneel bij de betrokken afdeeling laat niet toe al de gevraagde inlichtingen te verschaffen. Ziehier wat kan worden medegedeeld:

	Aantal leden.	Bijdragen.
1913 . . .	510,252	5,691,308
1928 (bij benadering)	1,150,000	60,000,000

VRAAG 2. — Wat is het bedrag van de sommen door de mutualiteiten aan de apothekers betaald : a) in 1925; b) in 1928; en wat was het aantal aangesloten gedurende die beide jaren ?

ANTWOORD. — Aantal aangeslotenen bij den medisch-pharmaceutischen dienst in 1925 : 2,209,906, waarvan :

Gezinshoofden . . . . .	601,659
Echtgenooten . . . . .	551,249
Kinderen onder veertien jaar . . . . .	582,969
Kinderen van veertien tot achttien jaar . . . . .	130,702
Voorzaten . . . . .	60,502
Ongehuwden . . . . .	282,825

In 1928, 2,600,000 (bij benadering).  
Uitgaven van de mutualiteiten voor geneesmiddelen :

In 1925 . . . . . fr.	19,000,000
In 1928 . . . . .	50,000,000

(bij benadering).

VRAAG 3. — Genees- en artsenijskundige dienst; artikel 132.

Wat was ongeveer de gemiddelde bijdrage door de leden voor dezen dienst betaald : a) in 1921; b) in 1929; c) in 1930 te betalen ?

ANTWOORD. — De jaarlijksche gemiddelde bijdrage voor den genees- en artsenijskundigen gezinsdienst, met inbegrip van den heilkundigen dienst, bedraagt : 16 frank, in 1921; 81 frank, in 1929; 90 frank, in 1930.

VRAAG 4. — Een lid zou willen dat een krediet van fr. 0.50 per lid — samen 600,000 frank — ter beschikking van de Bonden zou worden gesteld, die bereid mochten zijn een nationale invaliditeitskas op 1 Januari 1930, op te richten. De Commissie wil over dit voorstel de meening van de Regeering kennen.

ANTWOORD. — Een toelage zou kunnen worden toegekend aan de Nationale

Invaliditeitsverbonden die zouden worden opgericht, doch niet aan de Bonden « die bereid mochten zijn dergelijke Nationale Verbonden op te richten ».

VRAAG 5. — Artikel 3 van het wetsontwerp.

De Commissie zou het aantal maatschappijen en gezinnen willen kennen die krachtens deze bepaling 90 t. h. hebben ontvangen.

ANTWOORD. — De Dienst voor Goedkope Woningen is in de onmogelijkheid het aantal voorschotten aan te geven, door de kredietmaatschappijen gedaan tot een bedrag van 90 t. h. van de waarde van het beleende vast goed.

VRAAG 6. — Toelagen aan de mutualiteiten. Bij de Commissie werd een amendement ingediend tot verdubbeling van de toelagen zoodat de mutualiteiten tot 10 frank of althans tot 8 frank de dagelijksche vergoeding zouden kunnen opvoeren.

De meerderheid wenscht hierover de meening van den Minister te kennen.

ANTWOORD. — Tot in 1927 werd aan deze vereenigingen enkel 2 t. h. vergoeding voor schrijfwerk toegekend. Een ministerieel ondschrijven van Juni 1927 heeft deze vergoeding van 2 t. h. vervangen door een toelage van 10 t. h.; hiervoor werd een krediet van 2,250,000 frank voorzien.

Het ontwerp van begrooting voor 1930 voorziet 3,315,000 frank.

Om toelagen te kunnen ontvangen moeten de primaire mutualiteiten 90 t. h. van hare gewone uitgaven dekken door middel van de bijdragen verhoogd met interesten der belegde gelden; deze verhouding moet op twee dienstjaren kunnen worden berekend.

Ik voel niets voor al te vake wijzigingen van de regeling.

De meeste gemeenten en vele provinciën steunen ook de primaire diensten.

Zoo het mogelijk is een kredietverhoging te bekomen, dan zou ik voorstellen de vergoeding van 10 op 15 t. h. op te voeren voor de vereenigingen, die een bijslag op de dagelijksche vergoeding toekennen aan de vrouwen en de kinderen onder veertien jaar.

Daarvoor ware een verhoging noodig van 1,500,000 frank.

Doch op te merken valt dat de kredieten op de begrooting voor 1920 voorzien, ten behoeve der primaire mutualiteiten, moeten dienen om toelagen te verleenen voor de verrichtingen in 1929. Logischerwijze zou die verhoging moeten worden voorgesteld op de begrooting voor 1931, opdat de maatschappijen op de hoogte zouden worden gebracht van de nieuwe bepalingen.

**VRAAG 7.** — *Toelagen aan de mutualiteiten.* De Commissie is te vinden voor een amendement tot verleening aan de mutualiteiten van toelagen van 10 t. h. zoo, voor 1929, en wel tengevolge van de griep-epidemie van dit jaar, zij 80 in plaats van 90 t. h. van hare uitgaven dekken. Hierover hoorde de Commissie graag de meening van den Minister.

**ANTWOORD.** — Om toelagen te trekken moeten de mutualiteiten ten minste 90 t. h. van hare uitgaven dekken (dienst der dagelijksche vergoedingen) door middel van de bijdragen der werkende leden verhoogd met de renten der belegde

gelden. De 90 t. h. worden elk jaar, naar keuze van de maatschappij, berckend hetzij op den uitslag van het vorig jaar hetzij op het gemiddeld cijfer van de beide jaren.

Ik had er vrede mede dat, in 1928, de toelagen niet zouden worden volledig afgeschaft, wanneer de verhouding 90 t. h. niet was bereikt, doch dat de toelagen op 5 t. h. van de bijdragen zouden worden uitgekeerd, mits evenwel de verhouding niet beneden 80 t. h. bleef.

Ik was niet geneigd deze afwijking voor 1929 toe te passen, doch het is ongelukkig waar dat de uitgaven gedurende dit dienstjaar zeer hoog waren en dat de reserves niet waren wat zij dienden te zijn.

Ik stem toe in verlaging van de verhouding op 85 t. h. voor 1929 en in toekenning van een toelage op 5 t. h. van de bijdragen bepaald. Ik meen niet dat men verder moge gaan want, bij voorbeeld, met 10 t. h. toe te kennen zou men op denzelfden voet stellen de mutualiteiten die een offer brachten en diegenen die onverschillig bleven tegenover de verhoging der uitgaven.

Aan te stippen valt dat 80 t. h. van de uitgaven te dekken door middel van de bijdragen, verhoogd met de interesten en een toelage te ontvangen, zelfs van 10 t. h., gelijkstaat met een tekortscheppen van ten minste 12 t. h. van de uitgaven (100-88).